Nations Unies E/CN.6/2018/NGO/105

Conseil économique et social

Distr. générale
11 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme
Soixante-deuxième session
12-23 mars 2018
Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle »

Déclaration présentée par Center of Civil Initiatives Support, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

17-22205X (F)

Merci de recycler

Déclaration

Accroître la capacité des femmes rurales à s'organiser et à mener des activités en Ouzbékistan

L'Ouzbékistan s'est engagé à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030 et les questions relatives à l'égalité des genres sont désormais une composante transversale de presque tous les objectifs nationaux de développement durable du pays. C'est pourquoi, dans le cadre de la stratégie d'action pour les cinq axes de développement prioritaires 2017-2021 de l'Ouzbékistan, l'un des principaux objectifs de réforme sociale est l'augmentation du niveau d'éducation et de l'activité économique des femmes pour leur permettre de participer aux activités commerciales et renforcer leur rôle et celui de la cellule familiale au sein du gouvernement et de la société.

L'État, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale se mobilisent pour définir les tâches économiques et sociales visant à assurer l'égalité des femmes et des hommes et l'augmentation du niveau de vie des femmes vivant dans les zones rurales. Le Comité des femmes de l'Ouzbékistan, les autorités locales (khokimiyats), les assemblées de citoyens (mahallas), les fondations publiques, les organisations non gouvernementales féminines et les organisations internationales jouent un rôle prépondérant à cet égard.

Le Center of Civil Initiatives Support, en tant qu'organisation non gouvernementale féminine sans but lucratif, mène des activités en vue de promouvoir les questions liées à l'égalité des droits des femmes, à l'autonomisation économique des femmes et à la sensibilisation de la société à la problématique hommes-femmes.

Les projets mis en œuvre par l'organisation visaient à fournir des services d'aide juridique et psychologique professionnels et de haute qualité aux groupes de femmes vulnérables et élargir leurs possibilités économiques (2009-2014, dans le cadre de trois projets financés par la Commission européenne au titre du programme TACIC/IBPP), à faire analyser la législation en vigueur par des spécialistes de la problématique hommes-femmes (le Code du travail et le Code de la famille de la République d'Ouzbékistan), à préparer et à diffuser une publication intitulée « Women and Men of Uzbekistan » (Les femmes et les hommes d'Ouzbékistan) contenant des données ventilées par sexe, etc.

Le personnel de l'organisation a participé au projet d'ONU-Femmes et du Comité des femmes de l'Ouzbékistan sur l'autonomisation économique des femmes dans les zones rurales. Dans les première et deuxième phases du projet, plus de 500 femmes rurales dans les six régions pilotes d'Ouzbékistan se sont réunies en 85 groupes d'entraide du Partenariat mondial pour l'eau et ont pu acquérir des compétences en matière de microcrédit et de gestion d'entreprise. Parmi ces femmes formées, 80 % ont élaboré des plans d'activité et préparé des documents en vue d'obtenir le statut de petite entreprise, et ont été financées par la Microcreditbank.

Compte tenu de la mise en œuvre réussie des deux phases du projet, le Bureau sous-régional d'ONU-Femmes pour l'Europe orientale et l'Asie centrale a décidé de poursuivre son exécution dans la région de Muynak, en République du Karakalpakstan. Il s'agit de l'une des régions touchées par la catastrophe écologique de la mer d'Aral. Le personnel du Centre a mené une étude visant à évaluer le potentiel d'entreprise des femmes issues de familles à faible revenu et leur capacité à produire des biens et services en fonction de la demande sur les marchés locaux dans la région de Muynak.

D'après les résultats de l'enquête sociologique et de l'analyse, les femmes rurales issues de familles à faible revenu ont le potentiel, le désir et la possibilité de

lancer des activités de production de biens et de services pour répondre à la demande du marché local de consommateurs. Le Comité des femmes, l'Association des femmes d'affaires et diverses ONG spécialisées et institutions de microcrédit fournissent une aide importante dans l'organisation des activités. Il a été constaté que le modèle social de comportement des femmes issues des groupes socialement vulnérables de la population était en train de changer grâce à ces projets. Les femmes sont de plus en plus actives, non seulement dans les entreprises, mais aussi dans la prise de décisions. Le sentiment de marginalité laisse place à un désir de vivre mieux. Dans le même temps, les obstacles au développement des activités commerciales des femmes dans les zones rurales ont été identifiés et des propositions de solution ont été élaborées et intégrées dans la stratégie de développement de la République du Karakalpakstan.